

Unité départementale des Côtes d'Armor  
11 rue hélène BOUCHER - BP30337  
22 193 PLERIN cedex

PLERIN, le 13 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RAULT (SA Carrières)**

PERSAS  
22190 PLERIN

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement RAULT (SA Carrières) implanté PERSAS 22190 PLERIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Inspection inopinée**

##### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAULT (SA Carrières)
- PERSAS 22190 PLERIN
- Code AIOT dans GUN : 0005500256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Installation autorisée par arrêté du 24 décembre 2004 modifié le 27 mai 2021. Cette carrière n'est plus en phase d'exploitation, et est en cours de remise en état.

##### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Vérification du respect de certaines prescriptions prévues par arrêté du 24 décembre 2004 modifié le 27 mai 2021 concernant l'aménagement et la remise en état du site.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
panneaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2004, article 2.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription
admission des matériaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2004, article 5.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription
accès	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription
nettoyage roues	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.8.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
plan topographique	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.7.	/	le plan topographique doit être transmis au plus tard le 27 mai 2022

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté du 24 décembre 2004 modifié le 27 mai 2021 concernant l'aménagement du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : panneaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2004, article 2.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, panneaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>2.1.1.</u> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Absence du panneau d'identification de l'installation à l'entrée du site
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

#### Nom du point de contrôle : admission des matériaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2004, article 5.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, admission des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>5.3.2.</u> Un panneau à l'entrée du site précise les matériaux admis et ceux refusés.
<b>Constats :</b> Absence du panneau précisant les matériaux admis et ceux refusés en entrée du site
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, accès
<b>Prescription contrôlée :</b> À l'issue de la remise en état du site, l'accès doit être réglementé afin d'éviter tout dépôt de déchets. À ce titre, les accès doivent être fermés par des portails.
<b>Constats :</b> Absence de portails en entrée de site
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : plan topographique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan topographique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit transmettre annuellement à l'Inspection des Installations Classées un plan topographique actualisé de la remise en état du site, comportant les disponibilités de stockage restantes et les travaux réalisés pour les secteurs concernés. Ce plan actualisé doit être transmis par l'exploitant aux membres de la commission de suivi du site en amont des réunions annuelles.
<b>Constats :</b> Absence du plan topographique annuel actualisé lors de l'inspection. Le plan topographique doit être transmis au plus tard le 27 mai 2022
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : nettoyage roues**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nettoyage roues
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer que tous les véhicules qui sortent du site, après déchargement des matériaux destinés au remblayage, ne soient pas à l'origine de dépôts de boues ou de poussières sur la route départementale n°24. L'exploitant doit veiller à l'efficacité continue du système de nettoyage des roues.
<b>Constats :</b> Absence de système fonctionnel pour le nettoyage des roues
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Établissement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/05/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Établissement des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de maintenir à jour les garanties financières prévues à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 tant que la remise en état et la mise en sécurité du site n'a pas été acceptée par l'inspection des installations classées, au sens de l'article R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement. À ce titre, l'exploitant doit adresser à M. Le Préfet, dans un délai de trois mois à la date de notification de l'arrêté un acte de cautionnement actualisé répondant aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 susvisé.
<b>Constats :</b> Absence d'acte de cautionnement actualisant le montant des garanties financières
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription